

Résumés

Arnd Bauerkämper, Changement des élites à la campagne. Ruptures structurelles et continuités sous-cutanées dans la zone d'occupation soviétique et en RDA, 1945–1990

La suppression de la suprématie des élites rurales traditionnelles faisait partie des objectifs les plus importants poursuivis par le parti communiste et – à partir d'avril 1946, par le Parti socialiste unifié d'Allemagne (SED). En effet, la réforme agraire, par laquelle les grands propriétaires terriens possédant plus de cent hectares furent, à partir de septembre 1945, expropriés dans la zone d'occupation soviétique, mit fin à la domination d'une élite dont la suprématie se transmettait de génération en génération. En 1948 commença en outre l'expropriation des »grands agriculteurs«. Avec la collectivisation, qui intervint en 1952 en RDA et fut officiellement achevée en 1960, tous les agriculteurs semblaient avoir perdu leur influence dans la société rurale de la RDA. Les conseils d'administration – en particulier les présidents des nouvelles Coopératives de production agricoles (LPG) dont furent issues jusque dans les années 1970 de grosses entreprises coopératives de plus en plus spécialisées – étaient, en tant que nouveaux »cadres«, plus puissants que les maires dans de nombreuses communes. Cependant la mutation structurelle des élites masqua des continuités sous-cutanées. Les directions des nouvelles entreprises ne se voyaient pas non plus en état de rompre complètement avec les traditions rurales. L'article, qui se clôt par un bref aperçu des continuités et du changement des élites agraires dans les nouveaux *Länder* après 1990, montre dans l'ensemble les effets considérables, mais aussi les limites, les paradoxes et les dilemmes du changement des élites, qui avait été induit politiquement, dans la société rurale d'Allemagne de l'Est.

Marc Buggeln, Quelle est l'importance des impôts progressifs pour la démocratie ? Imposition et expropriation des élites économiques dans la démocratie et la dictature au XXe siècle

Les recherches de Charles Tilly ont fait ressortir que, dans le cadre de la formation des États européens, les démocraties se sont avant tout formées là où l'État se finançait prioritairement par le biais de l'imposition. Dans la contribution suivante, nous nous posons la question de savoir dans quelle mesure l'action des démocraties et des dictatures du XXe siècle se distingue encore fondamentalement l'une de l'autre dans le champ de la politique fiscale. Nous nous focalisons notamment sur l'imposition des élites. Daron Acemoglu et James A. Robinson ont défendu la thèse selon laquelle la lutte entre la démocratie et la dictature porte essentiellement sur la souveraineté fiscale. Ils affirment que, dans les dictatures, les élites s'imposent militairement face au reste du peuple et empêchent une politique de redistribution qui leur serait défavorable. En revanche, la volonté de la majorité en faveur de la démocra-

tie est motivée économiquement parce qu'une politique fiscale de redistribution peut être imposée par la majorité des voix. L'argument qu'ils avancent est que les États communistes et les dictatures militaires se ressemblent dans leur façon de favoriser les élites.

Valentina Dal Cin, Les élites italiennes sous Napoléon : un tournant

L'ère révolutionnaire et l'ère napoléonienne eurent des effets significatifs sur la société italienne. L'État commença à définir et à sélectionner les élites sociales et se substitua ainsi aux pratiques d'auto-cooptation en cours dans l'Ancien Régime. À partir de deux études de cas, l'article analyse cette mutation tant sous l'angle des possibilités d'ascension sociale que des options de carrière pour les talents. L'exemple des territoires de l'ancienne République de Venise, qui s'effondra après l'entrée de l'armée française en 1797, montre que la présence considérable de la noblesse dans les nouvelles institutions n'était pas nécessairement synonyme d'une forte continuité sociale depuis l'Ancien Régime. Avant 1797, la ville de Venise et sa noblesse dominaient l'ensemble de la région et monopolisaient les postes à responsabilité. Plus tard, des nobles du continent, des *cittadini ordinari* et des bourgeois, firent également leur entrée dans les nouvelles institutions napoléoniennes. Faisaient partie de la bourgeoisie des hommes d'affaires qui, bien que n'apparaissant que rarement dans des organes purement administratifs, avaient consolidé leur position sociale en achetant des propriétés nationales ou des biens ruraux vendus par des nobles endettés. La propriété était en effet le pilier principal de l'Ancien Régime. Cependant, les notables voulant devenir fonctionnaires devaient également faire montre de connaissances et d'aptitudes. Les candidatures à des emplois révèlent dans quelle mesure cela fut compris par les candidats. Une première analyse qualitative et quantitative de sources provenant du Royaume d'Italie et du royaume de Naples montre que la rhétorique utilisée dans ces candidatures mêlait éléments traditionnels et nouveaux, ce qui indique que ces derniers éléments furent plutôt utilisés par ceux qui étaient déjà » dans le système «.

Jakob Fesenbeckh, Un nouvel ordre des cadres dirigeants ? Les stratégies de légitimation des élites techniques dans l'entourage du parti fasciste » Parti populaire français « et sous le Régime de Vichy

L'article a pour objet les sémantiques de légitimation articulées autour de la revendication exprimée par les élites techniques dans l'entourage du » Parti populaire français « (PPF) et sous le régime de Vichy : ces dernières voulaient jouer un rôle organisationnel au niveau socio-politique. Le lien entre les revendications d'un leadership technocratique et le fascisme est mis en lumière à partir de l'exemple de la France des années 1930 et 1940. En partant de la théorie des champs de Pierre Bourdieu, nous analysons les programmes du parti élaborés par Robert Loustau, ingénieur des mines, ainsi que les sémantiques présentes dans la presse du parti en tant que stratégies d'accroissement symbolique du pouvoir des élites techniques. A

la suite des conflits sociaux portant sur le gouvernement de Front Populaire, on assista à une radicalisation des luttes symboliques entre État et économie concernant la définition de nouvelles ressources du pouvoir administratif. Le programme corporatiste du PPF prévoyait le transfert de compétences régaliennes à des élites spécialisées et s'inscrivait dans la continuité des sémantiques des corporations d'ingénieurs français. Par le biais du topos de la « créativité de la technique » fut mise en mots l'ambition de représenter la véritable élite de la société industrielle face au capital et au travail. Le topos de la « troisième force » exprima la revendication de servir d'intermédiaire, en tant que troisième point de vue objectif, entre le capital et le travail. Par le thème du « rôle dirigeant des ingénieurs » s'exprima le sentiment d'être investi d'une mission politique, découlant selon les élites techniques de la capacité à diriger des hommes. Suite à l'intégration de l'économie planifiée sous le régime de Vichy, qui permit également aux technocrates du PPF d'accéder à des fonctions importantes, l'expertise technique et la capacité de diriger devinrent des ressources centrales de légitimation du pouvoir dans le discours public.

Björn Hofmeister, Entre construction sociale de l'élite et professionnalisation des compétences. Les diplomates en RDA, 1949–1990

Avec la fondation du ministère des Affaires étrangères (MfAA) immédiatement après la création de l'État est-allemand en octobre 1949, la RDA mit sur pied son propre service diplomatique. L'étude des diplomates de la RDA, qui formèrent une élite fonctionnelle d'environ 3000 personnes entre 1949 et 1990, ouvre une approche spécifique de l'édification d'une nouvelle élite d'experts dans la « dictature du SED », qui devait fondamentalement rompre avec la continuité des élites traditionnelles, et pour la plupart issues de la noblesse, dans le service diplomatique des Affaires étrangères. L'idéal traditionnel d'une élite diplomatique fondée sur l'origine aristocratique ou bourgeoise devait être de manière délibérée remplacé par une élite issue des classes ouvrières et populaires. Depuis les années 1960, la professionnalisation de la formation des membres du service diplomatique conduisit à l'établissement d'élites fonctionnelles (majoritairement masculines), qui se définissaient par la formation universitaire et la connaissance spécialisée des pays. Les déficits constants en cadres, qui concernaient l'ensemble des domaines du processus de refondation des élites et qui furent renforcés par l'éviction politique des élites traditionnelles, conduisirent à une professionnalisation du service diplomatique par le biais d'une formation élargie au sein d'académies propres à la RDA (entre autres, l'Académie allemande de sciences juridiques et politiques à partir de 1953 ; à partir de 1963, l'Institut des relations internationales à Potsdam). L'achèvement de la mise en place d'une élite d'experts dans la diplomatie au début des années 1970 correspondit à la vague de reconnaissances officielles de la RDA, y compris dans « les pays étrangers non-socialistes » et renforça la « souveraineté administrative » du ministère des Affaires étrangères dans le domaine de la politique étrangère, mais aussi l'importance des diplomates de RDA en tant qu'acteurs centraux de l'organisation de la pratique diplomatique.

Michael Homberg, » Formation de l'élite «. Le rôle des experts ouest-allemands à l'*Institute of Technology* de Madras

Le soutien apporté à l'*Indian Institute of Technology* de Madras a fait partie des projets les plus importants de la République fédérale en matière d'aide au développement dans le domaine de l'enseignement. A partir de 1958, un accord intergouvernemental passé entre Bonn et New Dehli a réglé la contribution allemande pour la fondation et le développement de l'« Institut d'enseignement technique » en Inde, qui, par la suite, – et en partie aussi grâce aux fonds allemands d'aide au développement, est devenu l'une des institutions jouant, jusqu'à aujourd'hui, un rôle central dans la (re)production des élites en Inde. Une fonction importante fut accordée en Inde à la question de l'enseignement supérieur dans le processus post-colonial de l'édification de la nation. Dans le même temps, l'IIT de Madras était un produit des logiques de concurrences pour le développement dans le contexte de la Guerre Froide. C'est ainsi que dès le début, l'institut fut en concurrence avec les instituts frères de Kanpur, Bombay et Delhi, dont le développement était financé par les États-Unis, l'URSS et la Grande-Bretagne. Une part essentielle de cette aide au développement consistait – outre l'équipement matériel des instituts – en l'échange d'expertise. À cette fin, une petite élite cosmopolite d'expertes et d'experts universitaires dans le domaine technique qui, de par sa mission, symbolisait l'aspiration à exporter le savoir des nations » développées « vers les pays du Sud, se rendit en Inde. La formation des élites était par conséquent à la fois une aspiration, mais aussi une condition et un résultat de l'engagement international en matière d'aide au développement après 1945. Le présent article analyse à partir d'une perspective transnationale l'histoire de la fondation de cet établissement d'enseignement supérieur à Madras, des années 1950 jusque dans les années 1980, et retrace les débats entre l'Inde et l'Allemagne à propos des concepts programmatiques et des pratiques de la » formation des élites «. Il analyse en outre le rôle des expertes et des experts de l'aide au développement ouest-allemand dans les pays du Sud, entre euphorie technocratique de la planification et critique de la modernisation, ainsi que les conditions, les dynamiques et les conséquences, aux niveaux politique et socio-économique, de la formation d'élites fonctionnelles locales en Inde, ce qui permet ainsi de porter un regard sur l'imbrication des dynamiques dans la formation des élites au Nord et au Sud, leurs modèles de recrutement, leurs auto-représentations, les stratégies de légitimation et les critiques.

Peter Imbusch, Conceptions de l'élite. Une critique historico-sociologique du concept d'élite

Le thème des élites au sein d'une société est non seulement un thème récurrent dans les débats publics, mais c'est aussi l'un des champs thématiques les plus importantes de l'analyse sociale. Jusqu'à aujourd'hui, les questions de savoir qui ou ce que sont les élites, quels potentiels elles possèdent en termes de pouvoir ou d'influence, comment elles légitiment leurs positions dominantes et protègent leur statut n'ont trouvé la plupart du temps que des réponses sélectives ou hautement normatives dans les discussions en sciences sociales. On ne peut qu'être surpris par le fait

que le thème des élites soit plutôt négligé dans de nombreuses analyses des structures sociales bien que l'on s'accorde à dire que ces groupes font partie des groupes sociaux les plus importants et les plus puissants. Cela peut certes être dû au concept d'élite lui-même car les manières de concevoir les élites sont, depuis un certain temps déjà, si diverses que le concept est devenu vide de sens et arbitraire et est presque tombé au rang de lieu commun. Par cet article historiquement informé, je souhaite revenir à une compréhension du concept d'élite qui soit riche au niveau analytique, adaptée sur un plan théorique, et pertinente au niveau sociologique, et je souhaite mettre systématiquement en lien le concept d'élite avec les rapports de pouvoir et de domination. A une époque où s'accroissent les inégalités sociales, les tendances à la régression au sein de la société et où l'on constate souvent ces dernières années une »oligarchisation«, une »ploutocratisation« ou une »re-féodalisation« des sociétés, cela semble à nouveau nécessaire dans la perspective d'une conception critique des élites.

***Habbo Knoch/Enno Schwanke/Kerstin Thiel*, » La personnalité considérée dans son ensemble « au lieu de l' » élite « . La Fondation universitaire du peuple allemand et l'aide financière apportée aux étudiants méritants au XXe siècle**

Jusqu'à présent, la recherche historique a largement délaissé le rôle et la fonction des organisations accordant des bourses au mérite en tant que maillons pour la formation et la différenciation des élites fonctionnelles au XXe siècle. Cela vaut également pour la plus grande et la plus ancienne organisation allemande apportant une aide aux étudiants méritants : la Fondation universitaire du peuple allemand. Elle naquit deux fois : fondée en 1925, elle fut intégrée en 1934 au système national-socialiste d'aides financières de l'Organisme d'œuvres universitaires du Reich, et elle existe à nouveau depuis 1948. Le présent article s'interroge sur les continuités et les discontinuités des principes directeurs et des critères de sélection des organisations universitaires chargées d'apporter un soutien financier aux étudiants méritants. Nous nous penchons notamment sur les phases de création de la Fondation, durant lesquelles la Fondation universitaire se définit comme un projet socio-politique dans le contexte des expériences de crises et des processus de démocratisation. Tandis que la Fondation universitaire se voulait résolument apolitique, elle s'efforçait d'éviter le concept d'»élite« dans les prises de position publiques. Cependant, cela ne prouve pas que la promotion universitaire des étudiants méritants n'a pas contribué malgré tout à la formation et au formatage d'élites fonctionnelles dans un sens socio-historique. Dans cette perspective apparaît entre les deux phases de la Fondation universitaire une grande continuité dans les objectifs, dans les critères de soutien financier et les processus de sélection, dont la référence est un idéal de la personnalité incarné par la bourgeoisie cultivée. Cet idéal servait en même temps de norme habituelle pour le groupe des étudiants boursiers caractérisé par une différenciation sociale de plus en plus marquée.

Marko Kreutzmann, Les émissaires de l'Assemblée nationale allemande (1815–1866)

Aux XIXe et XXe siècles, les élites fonctionnelles dans les domaines de la politique et de l'administration jouèrent un grand rôle dans la construction de l'État et de la nation, et dans l'intégration à l'échelle interétatique. La Confédération germanique, qui fut créée en 1815, était d'une part une fédération d'États formellement souverains et d'autre part, elle revendiquait, en tant que « lien fédératif », l'intégration nationale des États réunis en son sein. Longtemps, la Confédération germanique fut peu considérée par la recherche car elle ne correspondait pas au modèle classique de l'État national et de l'État constitutionnel. De nouvelles recherches s'interrogent cependant davantage sur l'impact de la Confédération germanique en termes d'intégration et de modernisation. C'est dans cette perspective que le présent article étudie les émissaires siégeant dans l'Assemblée fédérale allemande – seul organe commun de la Confédération germanique – en tant qu'élite fonctionnelle interétatique. Il se demande dans quelle mesure ces émissaires se sont rapprochés par leur activité pour devenir une élite fonctionnelle développant une conscience collective et ne servant plus uniquement les intérêts des différents États pris isolément, mais également l'intérêt de la Confédération germanique. Nous proposons ainsi de mettre au jour l'importance de ces émissaires dans les processus d'intégration et de modernisation au sein de la Confédération germanique.

Alina Marktanner, D'une élite de la performance vers une élite financière ? Les conseillers et conseillères d'entreprise dans la République fédérale d'Allemagne des années 1950 aux années 2000

Les conseillers et conseillères d'entreprise faisaient-ils partie d'une « élite » économique et sociale durant la deuxième moitié de l'histoire de la République fédérale d'Allemagne ? Quelles autodésignations et quelles hétérodésignations circulaient autour de la profession de conseil et comment se sont-elles transformées depuis les années 1950 jusqu'aux années 2000 ? L'article historicise les discours contemporains portant sur les élites à partir de l'exemple de la branche du conseil en entreprise et met en contraste, en s'appuyant sur la classification de Reitmayer, l'image d'une « élite basée sur la performance et les qualités » avec celle d'une « élite fondée sur le pouvoir et l'argent ». Les conseillers et conseillères d'entreprises du début de la République fédérale d'Allemagne se représentaient eux-mêmes comme particulièrement ambitieux et décidés à apporter leur pièce à l'édifice de la construction de l'économie d'après-guerre. Suite aux coupes de l'Agenda 2010 faites dans l'État-providence, l'étiquette de l'« élite » se polarisa cependant : aux autoreprésentations positives s'associèrent des hétéroreprésentations négatives, qui contestaient à la branche de conseil, particulièrement soucieuse de sa mission, le monopole interprétatif concernant son action. Durant cette époque, les médias de référence, la culture populaire ainsi que les sciences sociales dépeignirent les conseillères et conseillers d'entreprise comme une minorité privilégiée qui se distinguait moins par ses performances que son argent de la majorité de la population.

Alexander Mayer, L'ascension sociale dans la » société méritocratique « . Une perspective praxéologique sur l'histoire des modèles d'interprétation méritocratiques de l'inégalité sociale

Dans les sociétés modernes, l'inégalité sociale et, en particulier, l'existence des élites ne peuvent guère plus être autrement légitimées que par le principe d'efforts et de résultats au travail. D'un point de vue historique, la question de savoir comment les modèles d'interprétation fondés sur la méritocratie ont pu s'établir en tant que catégories d'autodescription sociale dominante n'est pas éclaircie. C'est dans ce but que l'article propose une approche fondée sur l'histoire culturelle, qui recourt à des pistes praxéologiques et comprend les modèles d'interprétation méritocratiques comme des éléments de pratiques sociales. Ce sont notamment les pratiques d'ascension sociale qui devraient être prises en considération. Pour montrer le potentiel heuristique de cette approche, deux modèles d'ascension sociale – le chemin vers l'indépendance professionnelle dans l'artisanat et »l'ascension par l'éducation « sont mis en contraste et analysés par rapport à leurs conditions préalables. Les sources utilisées sont des égo-documents de personnes issues des classes sociales populaires.

Lukas Rathjen, Rhétorique et domination communicationnelle. Les élites discursives du début de la République fédérale d'Allemagne

Ce qui semble être la justification commune du pouvoir intellectuel, à savoir que les intellectuels gagnent leur primauté sociale en raison de connaissances spécifiques dans un domaine, ne vaut pas de la même manière pour les intellectuels du début de la République fédérale. En effet, les intellectuels ouest-allemands restèrent dans les années 1950 et 1960 plutôt avare en matière de d'offres d'interprétation et de sens, de théories et de modèles. Si l'on prend au sérieux cette phase de retenue intellectuelle, une question se pose en lien avec l'histoire des intellectuels : comment donc la figure sociale de l'intellectuel a-t-elle pu s'imposer à cette époque si ce n'est par la production d'idées. Dans ce qui suit, je voudrais montrer que l'intellectuel d'après-guerre doit son autorité discursive à la pratique du »dialogue« intersubjectif. Des aptitudes rhétoriques telles que la maîtrise des modes de comportement et d'expression humanistes lui assurèrent sa domination communicationnelle. Une étude de la culture discursive des débuts de la République fédérale peut montrer que la rhétorique était d'une part le moyen de garder en mouvement le discours dans une phase de transition (»fin de l'histoire«) et de dépasser les conflits dans une société traumatisée, et qu'elle était d'autre part, une technique de distinction sociale. Dans une société discursive en émergence, dans laquelle une élite discursive craignait pour sa domination, la rhétorique humaniste a eu pour effet de limiter les processus de démocratisation et d'émancipation.

Morten Reitmayer, » It Is Possible to Get Away with an Awful Lot If You Can Convince the People That You Don't Actually Exist. « Etat actuel de la recherche sur les élites

La contribution examine les publications récentes en histoire contemporaine et en sciences sociales portant sur les élites politiques et économiques. Dans cet objectif, nous faisons de brefs rappels des controverses historiographiques lors desquelles un grand pouvoir explicatif fut attribué à l'action des élites : la fin de la République de Weimar, la recherche sur la bourgeoisie et la noblesse, la continuité des élites économiques allemandes au XXe siècle et les élites nationales-socialistes. Dans un second temps sont présentés les thèmes et les apports de la recherche internationale en sciences sociales portant sur les élites. Enfin, nous proposons un aperçu des tendances actuelles de la recherche historique menée en Allemagne sur les élites. Cette dernière se concentre avant tout sur les élites basées sur la fortune et les formes de »gouvernance« en tant que mode d'action spécifique des élites. Ce panorama identifie le plus grand potentiel des recherches portant sur les élites dans les tentatives visant à tirer – à partir du profil social, des positionnements, de la structure interne, des relations aux autres groupes d'acteurs et des cultures de la décision propre aux élites – des conclusions sur les objets à propos desquels les élites jouent un rôle décisionnel prépondérant.

Michael A. Strebel/Baptiste Antoniazza/André Mach, La libération des liens – l'évolution des réseaux et des profils des élites sur le long terme dans les trois plus grandes villes suisses, 1890–2020

Les études prosopographiques portant sur les élites (nationales) ont récemment gagné en importance. Cette contribution a pour objectif de compléter ces recherches en observant sur la longue durée les élites urbaines issues de différentes sphères sociales dans trois régions urbaines suisses. Les régions urbaines sont les centres géographiques les plus importants du pouvoir et le niveau local sert souvent de point de départ pour l'accès aux réseaux d'élites à une plus grande échelle. C'est pourquoi il est particulièrement important d'évaluer le développement de l'inclusivité sociale des réseaux d'élites locaux pour appréhender les inégalités et les structures du pouvoir passées et actuelles. A l'aide d'une approche positionnelle, nous identifions les élites universitaires, culturelles, économiques et politiques à Bâle, Genève et Zurich de 1890 à 2020. L'analyse porte tout d'abord sur l'évaluation de la multipositionnalité des élites dans les organisations des régions urbaines. Cela permet de mettre au jour une dissolution progressive des réseaux d'élites locaux au cours du XXe siècle et leur disparition presque complète jusqu'à aujourd'hui. Dans un second temps sont présentés les profils du noyau dur de l'élite, c'est-à-dire des quatre cents acteurs qui occupent des postes dans deux sphères sociales en même temps. Durant toute la période, un cercle élitiste plutôt fermé et exclusif est formé par des hommes suisses âgés, et des descendants de familles patriciennes dominent les réseaux locaux à Bâle et à Genève (mais pas à Zurich) jusqu'au début du XXe siècle. Ces résultats ont des répercussions sur la façon dont nous concevons le foncti-

onnement des économies locales et sur notre représentation du niveau local comme porte d'entrée vers des positions élitistes pour les nouveaux arrivants.

Marco Swiniartzki, Les élites des milieux artistiques. Auto stylisation, pratique sociale et esthétisation post-moderne à partir de l'exemple du black metal norvégien

L'article plaide en faveur d'un élargissement de la discussion portant sur les élites en histoire contemporaine par une prise en compte de la culture pop. En effet, les noyaux des milieux artistiques innovateurs sont considérés comme indispensables dans les efforts de direction et de coordination qu'ils apportent aux systèmes sociaux internationaux stylistiquement exclusifs (milieux culturels et artistiques, styles de vie, etc.). En partant du postulat d'un « dispositif de créativité post-moderne » (Andreas Reckwitz), qui, à ses débuts dans les années 1980, introduisit une esthétique performative émotionnelle de ce qui se présente comme radicalement nouveau, nous décrivons à partir de l'exemple du black metal norvégien quatre méthodes employées par le noyau d'un milieu artistique qui contribuèrent de manière décisive à une auto-stylisation en tant qu'élite et fondèrent sa pratique sociale extrême au début des années 1990. Outre une créativité ciblée sur le produit et une aspiration radicale à la distinction, on remarque également la self-performance physique des artistes ainsi qu'une transgression des limites sociales.

Nikolai Wehrs, Le pouvoir des élites à l'ère de la « démocratie de masse ». Le *Civil Service* et la culture politique de la Grande-Bretagne au XXe siècle

L'article analyse, à partir de l'exemple de la bureaucratie ministérielle britannique, la mutation du rôle des élites administratives professionnalisées dans la culture politique des démocraties libérales occidentales au XXe siècle. Il étudie des aspects centraux concernant la sociologie des élites dans l'histoire de l'administration : la structure sociale et la culture sociale corporative du *Civil Service* britannique, ainsi que les formes de son ingérence politique et l'impact des critiques émises dans l'espace public à propos du pouvoir de la bureaucratie ministérielle. Dans sa « phase classique » aux alentours du milieu du siècle, le *Civil Service* britannique alliait un recrutement élitiste d'un point de vue social avec une culture de l'éducation empreinte d'humanisme. L'identité corporative de l'élite administrative de « Whitehall » qui en a résulté s'est traduite sur le plan politique par un sentiment de supériorité envers la classe politique de « Westminster ». L'influence politique des *unelected officials* reposait alors avant tout sur le principe de permanence de la bureaucratie ministérielle, qui garantissait aux fonctionnaires des ministères une avance décisive en termes d'expérience par rapport aux membres de la classe politique, qui changent régulièrement. Depuis les années 1960, le *Civil Service* fit cependant l'objet de critiques publiques. L'article analyse l'impact de cette critique sur l'évolution du service. A partir de l'exemple de la contre-élite des *Special Advisers*, affiliée à un parti politique, il tente de montrer comment l'établissement de stéréotypes négatifs à propos du *Civil Service* fut utilisé pour étendre les zones d'influence des partis po-

litiques à Whitehall. Ce qui commença comme un discours critique envers l'élite déboucha au début du XXI^e siècle – c'est la thèse que nous défendons – sur une perte partielle de contrôle au sein du système politique en Grande-Bretagne, perte sans laquelle la crise du Brexit ne peut pas non plus être expliquée.